

Ruptures créatrices

*Patrick Lagadec,
Collection Tendance.
Editions d'organisation,
Paris, 2000,
par Michel Turpin*

Cet ouvrage conçu par Patrick Lagadec regroupe les contributions de 23 auteurs qui sont tous des experts de premier plan dans leurs domaines et des penseurs reconnus. Il est d'une extrême richesse et peut se lire au gré de l'intérêt du lecteur car chaque contribution est « auto-porteuse ». Il marque une évolution importante dans la pensée de Patrick Lagadec, dépassant l'analyse des crises, de leurs causes et des façons d'essayer d'y faire face, pour s'intéresser aux changements que les crises permettent d'engager.

Les crises qui se multiplient sont en effet les signes de profondes modifications du tissu social qui conduisent chacun à chercher de nouveaux repères et qui ouvrent des champs insoupçonnés d'opportunités. Notre pays est, sans doute plus que d'autres, concerné par cette situation. Car notre société a toujours été marquée par un fort niveau de conservatisme et l'existence de forces puissantes de maintien de

l'ordre établi. Elle ne sait guère évoluer mais elle aime recourir aux révolutions qui émaillent son histoire. Un des auteurs, Xavier Guichard cite d'ailleurs Tocqueville qui dit : « Si on ne veut pas subir une révolution, il faut la penser et la faire ».

Ce que cet ouvrage expose, c'est que nous sommes dans une situation où une forme de révolution est désormais inévitable. Et il donne de multiples indicateurs de cet état de fait. Ce qu'il nous propose c'est de penser à cette révolution pour la faire et surtout la diriger dans le sens d'une meilleure société ; ce qu'on peut, d'une certaine mesure, ramener aux objectifs du développement durable et de la responsabilité vis-à-vis des générations futures. A lire absolument.

Les catastrophes naturelles Le grand cafouillage

*Paul-Henri Bourrelier,
Guy Deneufbourg
et Bernadette de Vanssay
Osman Eyrolles
Santé et Société, 2000*

Ce livre reprend, à la faveur de l'actualité des catastrophes de l'an dernier, plusieurs des ana-

lyses et des thèmes de l'évaluation de la politique publique de prévention qui ont déjà été présentés dans *Responsabilité & Environnement*. Il s'efforce de donner des débuts de réponses aux questions soulevées notamment dans le numéro de janvier à propos des inondations de l'Aude et intègre l'enseignement qu'on peut d'ores et déjà tirer des tempêtes et des suites du naufrage de l'Erika en matière d'organisation des services publics, en matière d'alerte, de participation de la population par l'auto-protection, de procédures de reconstruction avisée et rapide.

On nous parle tous les jours de la nouvelle société de communication, des moyens techniques extraordinaires qui sont désormais à la portée de tous, nous voyons se faire jour de nouveaux comportements dans la vie de tous les jours, et, cependant, rien n'a encore changé véritablement dans les réactions collectives devant les menaces et les agressions. Les nouvelles vulnérabilités sont-elles acceptables ? Comment se fait-il qu'aucune alerte accompagnée de consignes n'ait été donnée dans les heures qui ont précédé l'arrivée des deux tornades ? Pourquoi les retours à la vie normale se font-ils dans une telle improvisation ? Peut-on

rendre le dispositif d'alerte et d'indemnisation lisible, transparent, motivant ?

La réaction des auteurs, devant cette incapacité à incorporer le progrès n'a pas été celle d'une satisfaction morose de voir les prédictions malheureusement confirmées ; ils ont surtout pensé que l'avenir nous réservera des épreuves qui seront plus sévères si on ne réagit pas ; les constats d'imprévoyance, que chacun fait lorsque se produisent de tels événements, finiront par aboutir à une perte de confiance ; et, sans confiance, il n'y a pas de cohésion sociale ni de gouvernance politique possibles.

La sécurité est le pivot central de la légitimité de l'Etat, et les catastrophes naturelles constituent le domaine qui permet de tester sa capacité. Il est urgent d'en prendre conscience !

RISQUE ET DEMOCRATIE

*Les cahiers de la sécurité intérieure publiés par l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI). Quatrième trimestre 1999. Risque et Démocratie, dossier de la revue Le Débat, mars-avril 2000.
par Paul-Henri Bourrelrier*

L'IHESI a regroupé dix articles qui présentent un large panorama des approches actuelles destinées à adapter les relations qui s'établissent entre une société démocratique, société d'information, de débats, d'expertise, de procédures de décision plus ou moins consensuelles, - et les risques ; l'expression « société des risques ou de risque » a été lancée pour caractériser cette société : est-elle appropriée, qu'implique cette notion, est-ce un véritable tournant de la démocratie qui s'est amorcé ? Ces thèmes de réflexion, et la présentation de résultats de recherches ou d'expérimentations conduites depuis plusieurs années, ne sont, pour la plupart, pas nouveaux pour les lecteurs de *Responsabilité & Environnement*, mais ceux-ci trouveront, à la lecture de l'ouvrage, à la fois un tissu d'exposés dont la cohérence d'ensemble est frappante, et l'approfondissement de certaines questions particulièrement importantes pour l'avenir.

La revue « *Le Débat* » dirigée par Pierre Nora a choisi le même titre pour examiner, en deux articles prospectifs, les conséquences de la prise de conscience du risque sur le fonctionnement démocratique et le renouvellement institutionnel qui devrait en résulter. Cette coïncidence, qui n'est pas fortuite, confirme, s'il en

était besoin, qu'on touche là une question centrale pour les sociétés modernes ; il y a quelques années, on se serait interrogé sur la façon de concilier sécurité et liberté (liberté d'entreprendre et de s'exposer, liberté d'expression et de débat...). La montée en force de la notion de risque coïncide avec la recherche de nouvelles voies plus instrumentées, plus procédurales, plus institutionnelles pour gérer la société démocratiquement. C'est, en définitive, l'amorce d'un changement de philosophie et de pratique politiques.

Du livre publié par l'IHESI, je mentionnerai rapidement les textes de Callon sur « les différentes formes de démocratie technique », de Gilbert et Bourdeaux sur les procédures de retour d'expérience, de Marris et Joly sur « la gouvernance technocratique par consultation ? Interrogation sur la première conférence de citoyens en France » et de Wynne sur le « partage entre savoir expert et savoir profane » qui constituent de bonnes présentations des observations et des expérimentations qui ont été faites au cours des dernières années et qui sont riches en contenu à exploiter.

L'article de Peretti-Watel traite de l'acceptabilité du risque en partant du point de vue que le

risque est avant tout une représentation sociale ; on peut discuter sans fin sur le caractère plus ou moins objectif des risques, mais il me paraît bien évident que, s'agissant de savoir si un risque est ou n'est pas acceptable, la seule approche significative est de considérer, comme le fait l'auteur, sa représentation et les facteurs qui commandent celle-ci ; il n'y a rien là de révolutionnaire, mais cela permet d'aller à l'essentiel et de comprendre assez fidèlement les mécanismes de comportement qui entrent en jeu, en évitant les lieux communs et les chausse-trappes ; les questions des inégalités sociales vis-à-vis de la maîtrise individuelle des risques, les mécanismes de « sélection victimaire », la fonction identitaire des représentations du risque apparaissent alors comme décisives pour l'acceptabilité.

L'article de Lascoumes revient sur le thème, cher aux sociologues, des controverses scientifiques pour s'interroger sur la façon de construire à partir d'elles un renouveau de l'expertise ; il se situe donc dans le prolongement des articles de Callon et de Wynne sur l'organisation de l'expertise en privilégiant les situations dont on ne peut espérer sortir qu'à la faveur d'une dynamique nouvelle dont les controverses

sont l'expression ; l'auteur étudie les opportunités créées par la controverse de constituer de nouveaux réseaux d'acteurs relativement stables ; mais il observe que les processus délibératifs traditionnels ou les processus nouveaux récemment testés sont encore loin de pouvoir remplir cette fonction ; on peut donc plutôt parler d'un apprentissage en cours sans pouvoir affirmer qu'il échappera aux contradictions comme aux routines. A ces interrogations on peut ajouter celles de Lianos sur les manipulations que permettent les discours du risque.

Le dernier article des cahiers de la sécurité intérieure que je citerai est celui de Torny sur « la traçabilité comme technique de gouvernement des hommes et des choses » ; il concerne la surveillance sanitaire et développe des vues assez révélatrices sur les difficultés de la traque des causes de maladies dans un monde où les hommes et les objets sont devenus extrêmement mobiles ; les méthodes traditionnelles de fixation des foyers de danger par quadrillage et quarantaine sont devenues inopérantes et on doit désormais avoir recours à des techniques de traçabilité qui sont rendues possibles, au moins en principe, par les techniques modernes de localisation de sources mobiles, d'ana-

lyse des traces... ; l'auteur s'interroge sur le modèle de la gestion des risques par la traçabilité et les problèmes qui en résultent : est-il raisonnable de vouloir transformer le monde en laboratoire, de convoquer les citoyens, d'étiqueter sans fin ? L'extension indéfinie de la surveillance, avec une efficacité sécuritaire souvent illusoire, ne finira-t-elle pas par susciter des comportements paranoïaques en répandant sur tout et tous un soupçon permanent ? Comment trouver le difficile équilibre entre la multiplication des moyens de surveillance et la liberté ? En tous cas, cet élément du modèle émergent de la gestion des risques oblige à penser dans des termes nouveaux les relations entre le citoyen et la collectivité.

Bref, avec ces quatre moyens que sont l'organisation des débats et l'exploitation dynamique des controverses, le remodelage de l'expertise, la pratique extensive à plusieurs niveaux des retours d'expérience, le recours généralisé à la traçabilité, les gouvernants disposent d'une boîte à outils largement renouvelée ; mais il faut bien reconnaître que les outils peuvent servir aussi bien une société démocratique qu'une société d'oppression ou fracturée ; une question qui demeure est : qui disposera de ces outils ? Les inégalités

d'accès à la connaissance ne s'effacent pas, bien au contraire ; c'est le constat commun et inquiétant de tous ces articles.

C'est une lecture essentiellement politique et dégagée des instrumentations que font les deux articles complémentaires de la revue *Le débat* : Padioleau s'attache à une description de la société post-moderne du risque, marquée par l'abondance des prises de risques avec leur double face, positive et négative, leurs représentations sociales ambiguës, leur instabilité congénitale ; l'omniprésence reconnue du risque, avec sa probabilisation et ses controverses inévitables, transforme le sens même de l'action publique et impose une nouvelle pragmatique de la gestion démocratique. Ewald et Kessler reprennent l'historique de l'intervention du risque dans le gouvernement des sociétés depuis l'antiquité et approfondissent les aspects moraux et idéologiques de l'économie politique moderne fondée sur le risque ; le gouvernement économique vise à répartir les richesses et les risques en créant des conditions sociales de protection qui ne soient pas exclusives de responsabilités ; l'impératif de précaution réinstitue la primauté du politique qui n'a plus la possibilité d'opérer

à l'abri d'une expertise indiscutable. Toute la démocratie, jusqu'au niveau constitutionnel, est donc à repenser.

Après la lecture de ces deux articles, on peut se poser une question analogue à celle qui portait sur les outils de la gestion gouvernementale : si les concepts nouveaux (de régulation, de précaution, etc.) sont conçus pour l'usage des gouvernants, ne proroge-t-on pas en fait les inégalités ? Il semble que les penseurs français ont quelque difficulté à penser la démocratie autrement que dans un dispositif d'autorité descendante.

Dans ce court compte-rendu de lecture je n'ai pu donner qu'une idée de l'extrême fécondité des réflexions présentées ; pour être d'actualité, voire de mode, les thèmes cités reflètent une évolution profonde de l'instrumentation, des représentations mentales, des conceptions de la gestion de notre société sur lesquelles nous ne faisons que commencer à nous interroger ; nous allons indiscutablement vers de nouvelles pragmatiques et de nouvelles idéologies de gouvernement, individuel et collectif. Je ne puis que conseiller au lecteur de mener sa propre réflexion en se nourrissant de la moisson de données et d'analyses qui lui est

présentée dans les deux recueils ; il en retrouvera à coup sûr des prolongements dans les numéros à venir de notre revue.

